

*Budget—M. Clark*

Ayant raté le coup quand il a essayé d'acheter Husky Oil ou Petro-Canada il a cherché un peu partout et trouvé enfin une autre compagnie pétrolière. En pleine période d'austérité, le gouvernement a engagé 1.4 milliard de dollars de capitaux et il a essayé de le faire en douce. L'une des choses qui m'intéressent à propos de Petro-Canada, . . .

**M. Railton:** Rapportez les faits tels qu'ils sont.

**M. Clark:** C'est ce que je fais. Je suis heureux de constater que l'aimable médecin qui a si merveilleusement servi de repoussoir à mon collègue de York-Simcoe (M. Stevens) l'autre soir, s'intéresse de nouveau à ce débat. S'il connaît l'industrie pétrolière, . . .

**M. Railton:** Si vous vous attaquez à ma personne, je vous rendrai la pareille.

**M. McGrath:** Parlez-nous du chômage dans la péninsule du Niagara.

**M. Clark:** La vérité à propos de Petro-Canada, monsieur l'Orateur, c'est que depuis qu'il est devenu évident que le gouvernement sera bientôt remplacé par un nouveau gouvernement qui veillera à ce que l'État se retire des champs qui ne sont pas de sa compétence, Petro-Canada a surtout été active auprès des conseils d'administration d'autres sociétés. Sa façon de découvrir du pétrole, c'est d'acheter une société qui en possède, et de le faire en faisant garantir par les contribuables canadiens des engagements financiers de l'ordre de 1.4 milliard de dollars.

**M. Railton:** Oh, oh!

**M. Clark:** Monsieur l'Orateur, je trouve fort pénible d'être interrompu de la sorte par les cris du député de Welland (M. Railton). Je sais qu'il prend la parole de temps en temps à la Chambre, et j'espère qu'il parviendra à convaincre ses collègues libéraux de lui réserver du temps de parole afin qu'il n'ait pas à m'enlever le mien pour pouvoir dire ce qu'il a à dire.

Comme l'a expliqué l'autre soir le député de York-Simcoe, en faisant acheter par l'État une société aérienne et une société pétrolière dont il n'a pas besoin, le gouvernement ne réussit qu'à prouver combien sont mal conçues ses priorités. A notre avis, nous devrions plutôt nous défaire de certaines de ces sociétés de la Couronne dont nous n'avons pas besoin, et nous servir de cet argent pour stimuler l'économie canadienne. Même si le gouvernement ne partage pas notre façon de voir les choses, même si, contrairement à nous, il ne veut pas compter sur le secteur privé pour assurer la croissance de notre économie et la création d'emplois, même s'il tient à demeurer fidèle à ses théories de la primauté de l'État, il aurait au moins pu trouver un meilleur moyen d'utiliser ce montant de 1 milliard et demi qu'en achetant une société pétrolière et une ligne aérienne dont il n'a nul besoin. Il y a sûrement des Canadiens bénéficiaires de la pension de vieillesse qui auraient pu utiliser cet argent à meilleur escient que les propriétaires américains de Pacific Petroleum.

● (1712)

**Des voix:** Bravo!

[M. Clark.]

**M. Clark:** Il y a sûrement des Canadiens à la recherche de logements qui auraient pu utiliser cet argent à meilleur escient. Au lieu de cela, le gouvernement qui veut tout contrôler, ne tient nullement compte des Canadiens âgés, des Canadiens qui ont besoin de logements, du contribuable canadien et ne se soucie guère des priorités légitimes au Canada . . .

**M. Chrétien:** Il ne s'agit pas là de fonds publics.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Clark:** Taisons-nous un moment, car le ministre des Finances a soulevé un point important. Il a crié de son siège que les deniers publics ne sont pas en cause. Le gouvernement canadien s'est engagé jusqu'à concurrence de 1.4 milliard. Si le gouvernement doit honorer cet engagement, il devra le faire au moyen des deniers publics. On me parle de l'actif. On comprend, je crois, qu'il y a une différence importante entre la valeur marchande cotée des actions de Pacific Petroleum et leur valeur payée par le gouvernement canadien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Chrétien:** Et dans le cas d'AGTL et de Husky? L'écart était encore plus grand.

**M. Clark:** Le ministre veut faire un autre discours de son siège. Je l'ai entendu, malgré tout le chahut que l'on fait du côté ministériel. Je l'ai entendu parler de la société Husky. Je vais dire quelques mots à ce sujet parce que le premier ministre du Canada a défendu l'acquisition de Pacific Petroleum—à l'extérieur de la Chambre, naturellement—en disant que cela allait favoriser la mainmise canadienne sur l'industrie. La transaction dans le cas de Husky a montré qu'il y a plus d'une manière pour le Canada de devenir propriétaire des sociétés pétrolières internationales. Le secteur privé s'en charge quand il a l'occasion de le faire. Et le parti que je dirigerai préférerait voir l'industrie énergétique aux mains du secteur privé, d'entrepreneurs canadiens qui construisent pour eux-mêmes.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Nous croyons qu'il faut un dosage de véritables restrictions et de véritables stimulants. Je vais énoncer de nouveau les éléments du programme de restrictions que nous mettrons en place quand nous serons au pouvoir. Tout d'abord, il s'agira de restrictions permanentes et non du genre de restrictions de façade dont parle le gouvernement actuel. Ces restrictions permanentes seront réalisées de diverses manières, conformément à trois principes.

Premièrement, nous réduirons de façon permanente les frais de fonctionnement du gouvernement. Nous ferons cela en n'embauchant pas de nouveaux fonctionnaires pour combler les vacances créées par les décès, les mises à la retraite et les départs. Nous avons le plus grand respect pour les fonctionnaires canadiens actuels; nous croyons en leur compétence et leur capacité. Nous savons que beaucoup d'entre eux sont désavantagés et sous-employés. Nous avons l'intention de donner aux fonctionnaires canadiens l'occasion d'accéder aux postes de commande au sein de la Fonction publique canadienne dont l'accès leur est actuellement refusé.